



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Ahmed Medhoune, *Président du Conseil* ;
Emir Kir, *Bourgmestre* ;
Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Échevin(e)s* ;
Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Safa Akyol, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pauline Warnotte, Elodie Cornez, *Conseillers communaux* ;
Marie-Rose Laevers, *remplace le Secrétaire communal*.

Excusés

Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Serob Muradyan, Pascal Lemaire, *Conseillers communaux* ;
Patrick Neve, *Secrétaire communal*.

Séance du 13.11.19

#Objet : Saint-Josse s'engage contre les violences faites aux femmes et pour la reconnaissance du féminicide; motion déposée par le groupe L.B.#

Séance publique

Le Conseil communal,

Considérant que la Belgique est signataire de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique dite Convention d'Istanbul;

Considérant que la commune de Saint-Josse doit participer à l'application de la convention d'Istanbul;

Considérant que la Convention d'Istanbul définit la violence à l'égard des femmes comme une violation des droits de l'Homme et une discrimination de genre;

Considérant que la violence à l'égard des femmes et des filles constitue aujourd'hui selon l'ONU « l'une des violations des droits de l'Homme les plus répandues, les plus persistantes et les plus dévastatrices dans le monde »;

Considérant que la commune de Saint-Josse-ten-Noode a signé, en 2011, la Charte Européenne pour l'égalité des hommes et des femmes dans la vie locale et en particulier, sa troisième partie relative, notamment aux violences (article 22);

Considérant que déposée en 1996 et votée en 1998, la loi Lizin est la première loi qui pénalise les violences conjugales et protège les victimes;

Considérant qu' en 2018, le numéro belge d'appel de la plateforme « Écoute Violences conjugales » a été composé 15.360 fois, ce qui représente une moyenne de 42 appels par jour, émis par des victimes mais aussi par des professionnels de la santé, des proches inquiets ou même des auteurs d'actes de violence;

Considérant que de nombreux cas de violences ne se retrouvent pas dans les statistiques par manque de plainte;

Considérant que selon le blog "Stop Féminicides" qui répertorie le nombre de victimes de féminicides en Belgique, il y aurait eu 21 victimes pour l'année en cours, elles étaient 37 sur toute l'année 2018 et 40 en 2017;

Considérant qu'il n'y a toujours pas de recensement officiel des féminicides en Belgique;

Considérant que le féminicide n'est toujours pas reconnu dans le code pénal belge malgré des demandes répétées des associations de lutte contre les violences faites aux femmes;

Considérant que le féminicide est reconnu depuis 2013 en Italie et en Espagne ainsi que dans plusieurs pays d'Amérique latine, entre autres le Mexique et le Costa Rica en 2007, le Guatemala en 2008, le Chili et le Salvador en 2010, le Pérou en 2011, l'Argentine et le Nicaragua en 2012, le Honduras en 2013, le Brésil en 2015;

Considérant que le féminicide est défini comme le : « meurtre d'une ou plusieurs femmes ou filles en raison de leur condition féminine, c'est-à-dire en raison de leur identité de genre ». Le terme a été utilisé pour la première fois en 1976, à Bruxelles, par le Tribunal international des crimes contre les femmes, un rassemblement de femmes et/ou de féministes (dont Simone de Beauvoir, auteur du discours d'ouverture) engagées contre les violences sexistes;

Considérant que l'actuelle majorité a décidé d'intégrer la dimension du genre dans toutes les politiques communales;

Considérant que Saint-Josse a fêté ce 5 novembre 2019 les 10 ans de la plateforme communale de lutte contre les violences entre partenaires et familiales;

Considérant que le 25 novembre est la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes;

Considérant que Saint-Josse participe depuis 2013 à la campagne de sensibilisation à la violence faite aux femmes : Ruban Blanc;

Considérant qu'il y a lieu de donner un signal fort lors de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes;

Considérant la proposition de résolution condamnant le féminicide du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mai 2016;

DECIDE :

Article 1 :

De demander au Collège :

- de devenir modèle dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes;
- de présenter au Conseil communal un plan d'application concret et mesurable de la convention d'Istanbul au niveau communal;

- d'intégrer de manière transversale et structurelle la question de l'égalité et des violences dans la conduite de toutes les politiques publiques (urbanisme, logements, transports, santé, emploi, etc.);
- d'établir un diagnostic local pour connaître et améliorer les dispositifs d'aide disponible sur le territoire (état des lieux des ressources existantes localement ; mieux comprendre les besoins des victimes ; évaluer les manques ; définir les priorités d'action et les indicateurs de suivi);
- de développer des initiatives locales permettant l'hébergement d'urgence des victimes de violences;
- de systématiser les formations pour nos agents communaux présents dans les espaces publics afin de les sensibiliser sur le sujet et renforcer leur capacité à agir face au harcèlement de rue. A terme, sensibiliser l'ensemble de nos agents communaux au harcèlement;
- de sensibiliser et former au premier accueil les professionnels qui ne sont pas directement concernés par l'accompagnement des victimes mais qui doivent pouvoir les orienter (services d'accueil de médiation, d'animation, services éducatifs, etc.);
- de renforcer la mise en réseau des professionnel.le.s, (mutualiser les moyens et les bonnes pratiques en vue d'apporter une meilleure réponse aux situations, améliorer la prévention et le repérage des situations de violence, mieux articuler le circuit de prise en charge);
- de mettre symboliquement en berne le drapeau communal les 25 novembre en souvenir des femmes victimes de féminicides en Belgique et dans le monde;
- de renforcer des liens avec les coordinations de l'Egalité des Chances d'autres communes pour la mise en place de projets communs en termes de prise en charge et de prévention de ces violences;
- de renforcer des liens avec la Région et autres bailleurs potentiels pour la subsidiation des projets;
- de demander aux écoles de travailler, dans le cadre de la prévention à la vie affective et sexuelle, à sensibiliser à la question des violences faites aux femmes;

- de promouvoir des expositions itinérantes dans les lieux culturels, écoles, administrations, lieux de grands passages ; des campagnes de sensibilisation qui définissent et condamnent le harcèlement et les violences sexistes;
- de mettre à disposition des citoyens un numéro d'urgence en cas de violence faite aux femmes et de diffuser ce numéro via brochure et via le site internet.

Article 2 :

- Demande au Collège de Police d'élaborer un plan d'action concret et mesurable sur l'application de la convention d'Istanbul dans notre zone de Police.

Article 3 :

- Demande à l'ensemble des niveaux de pouvoir compétents d'avancer sur l'application de la convention d'Istanbul;
- Invite le Parlement fédéral à adopter rapidement à un arsenal juridique ambitieux de lutte contre les violences faites aux femmes et à reconnaître le féminicide dans le code pénal;
- Demande au gouvernement fédéral de pérenniser et d'élargir les moyens des centres multidisciplinaires pour les femmes victimes de violences afin de répondre aux besoins.
- Demande au Gouvernement fédéral d'élaborer des mécanismes de protection, de soutien et de réparation pour les victimes ainsi que des mesures de prévention.

Le Conseil communal demande au Collège des Bourgmestre et Echevins de transmettre cette motion au Parlement Fédéral, Parlement Régional Bruxellois, au Parlement Flamand, au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, au Premier Ministre, au Ministre de la Justice, au Ministre Président Bruxellois, à la Secrétaire d'Etat bruxelloise à l'Égalité des chances, au Ministre Président de la Fédération Wallonie Bruxelles, à la Ministre des Droits des Femmes, au collège et conseil de Police de la Zone de police Bruxelles Nord.

25 votants : 25 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal f.f.,
(s) Marie-Rose Laevers

Le Président,
(s) Ahmed Medhoun

POUR EXTRAIT CONFORME
Saint-Josse-ten-Noode, le 28 janvier 2020.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Patrick Neve



Le Collège des
Bourgmestre et Echevins,
L'Echevin(e) délégué(e),

Mohammed Jabour



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Ahmed Medhoune, *Voorzitter van de Raad* ;
Emir Kir, *Burgemeester* ;
Philippe Boïketé, Nezahat Namli, Mohammed Jabour, Kadir Özkonakci, Loubna Jabakh, Dorah Ilunga Kabulu, Lydia Desloover, *Schepenen* ;
Abdesselam Smahi, Frédéric Roekens, Zoé Genot, Halil Disli, Luc Frémal, Ahmed Mouhssin, Safa Akyol, Hatice Özlücanbaz, Hayat Mazibas, Muhamet Begaj, Malika Mhadi, Ismail Luahabi, Yves Bassambi, Jean-Michel Muhire, Pauline Warnotte, Elodie Cornez, *Gemeenteraadsleden* ;
Marie-Rose Laevers, *vervangt de Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Geoffroy Clerckx, Thierry Balsat, Serob Muradyan, Pascal Lemaire, *Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Neve, *Gemeentesecretaris*.

Zitting van 13.11.19

#Onderwerp : Sint-Joost zet zich in voor de strijd tegen geweld op vrouwen en voor de erkenning van feminicide; motie ingediend door de groep L.B .#

Openbare zitting

De Gemeenteraad,

Overwegende dat België ondertekenaar is van het Verdrag van de Raad van Europa inzake de preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld, bekend als het Verdrag van Istanbul;

Overwegende dat de gemeente Sint-Joost moet deelnemen aan de uitvoering van het Verdrag van Istanbul;

Overwegende dat het Verdrag van Istanbul geweld tegen vrouwen definieert als een schending van de mensenrechten en discriminatie op grond van geslacht;

Overwegende dat geweld tegen vrouwen en meisjes vandaag de dag volgens de VN "één van de meest wijdverbreide, aanhoudende en verwoestende schendingen van de mensenrechten in de wereld" is;

Overwegende dat de gemeente Sint-Joost-ten-Node in 2011 het Europees Charter voor de gelijkheid van mannen en vrouwen in het lokale leven heeft ondertekend, en in het bijzonder het derde gedeelte ervan met betrekking tot geweld (artikel 22);

Overwegende dat de wet Lizin, neergelegd in 1996 en aangenomen in 1998, de eerste wet is die huiselijk

geweld bestraft en slachtoffers beschermt;

Overwegende dat in 2018 het Belgische oproepnummer van het platform "Bij vragen over geweld" 15.360 keer werd gebeld, wat neerkomt op een gemiddelde van 42 oproepen per dag van slachtoffers, maar tevens van gezondheidswerkers, bezorgde familieleden of zelfs daders van gewelddaden;

Overwegende dat veel gevallen van geweld niet in de statistieken zijn opgenomen omdat er geen klachten zijn;

Overwegende dat volgens de blog "Stop Femicide", die het aantal slachtoffers van vrouwenmoorden in België bijhoudt, er dit jaar reeds 21 slachtoffers zouden geweest zijn, 37 over het hele jaar 2018 en 40 in 2017;

Overwegende dat er nog steeds geen officiële telling is van de vrouwenmoorden in België;

Overwegende dat femicide nog steeds niet wordt erkend in het Belgische Strafwetboek, ondanks herhaalde verzoeken van verenigingen die zich inzetten voor de bestrijding van geweld tegen vrouwen;

Overwegende dat femicide sinds 2013 erkend is in Italië en Spanje en in verschillende Latijns-Amerikaanse landen, waaronder Mexico en Costa Rica in 2007, Guatemala in 2008, Chili en El Salvador in 2010, Peru in 2011, Argentinië en Nicaragua in 2012, Honduras in 2013 en Brazilië in 2015;

Overwegende dat femicide wordt gedefinieerd als: "de moord op één of meer vrouwen of meisjes vanwege hun status als vrouw, dit wil zeggen vanwege hun genderidentiteit". De term werd voor het eerst gebruikt in 1976 in Brussel door het Internationaal Tribunaal voor Misdrijven tegen Vrouwen, een groepering van vrouwen en/of feministen (waaronder Simone de Beauvoir, auteur van de openingstoespraak) die zich tegen gendergerelateerd geweld heeft uitgesproken;

Overwegende dat de huidige meerderheid heeft besloten om de genderdimensie in alle gemeentelijke beleidsvoeringen te integreren;

Overwegende dat Sint-Joost op 5 november 2019 de tiende verjaardag vierde van het gemeentelijk platform voor de strijd tegen partner- en familiaal geweld;

Overwegende dat 25 november de Internationale Dag voor de uitbanning van geweld tegen vrouwen is;

Overwegende dat Sint-Joost sinds 2013 deelneemt aan de bewustmakingscampagne rond geweld tegen vrouwen: Witte Lintjes;

Overwegende dat op de Internationale Dag voor de uitbanning van geweld tegen vrouwen een krachtig signaal moet worden gegeven;

Overwegende het voorstel van resolutie dat feminicide veroordeelt van het parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 mei 2016;

BESLIST :

Artikel 1 :

Om aan het college te vragen :

- een voorbeeld te worden op het gebied van preventie en bestrijding van geweld tegen vrouwen;
- aan de gemeenteraad een concreet en meetbaar plan voor te leggen voor de uitvoering van het Verdrag van Istanbul op gemeentelijk niveau;
- de kwestie van gelijkheid en geweld op een transversale en structurele manier te integreren in de uitvoering van alle openbare beleidsvoeringen (stedenbouw, huisvesting, vervoer, gezondheid, werkgelegenheid, enz.);
- een lokale diagnose op te stellen om de hulpvoorzieningen die beschikbaar zijn op het grondgebied te identificeren en te verbeteren (inventarisatie van de bestaande lokale middelen; beter inzicht in de behoeften van de slachtoffers; evaluatie van gebreken, vaststelling van actieprioriteiten en opvolgingsindicatoren);
- lokale initiatieven te ontwikkelen om slachtoffers van geweld een noodopvang te bieden;
- de opleidingen van onze gemeentelijke agenten die in de openbare ruimte aanwezig zijn te systematiseren om hen bewust te maken van dit onderwerp en hun vermogen om op te treden tegen intimidatie op straat te versterken. Op lange termijn al onze gemeentelijke ambtenaren bewust maken rond het probleem van intimidatie;

- beroepsbeoefenaars die niet rechtstreeks betrokken zijn bij slachtofferhulp, maar die hen wel moeten kunnen oriënteren (bemiddeling, animatie, onderwijsdiensten, enz.) bewust te maken en op te leiden voor eerste opvang;
- de netwerken van professionals te versterken (middelen en goede praktijken bundelen om beter te kunnen reageren op situaties, verbeteren van de preventie en opsporing van gewelddadige situaties, beter organiseren van het zorgcircuit);
- op 25 november de gemeentelijke vlag symbolisch halfstok te zetten ter nagedachtenis van vrouwen die het slachtoffer zijn geworden van vrouwenmoorden in België en in de wereld;
- banden met de coördinaties van Gelijke Kansen van andere gemeenten te versterken met het oog op de uitvoering van gezamenlijke projecten op het gebied van de zorg bij en preventie van dit geweld;
- banden met het Gewest en andere potentiële donoren voor de subsidiëring van projecten te versterken;
- de scholen te vragen om in het kader van de preventie van het emotionele en seksuele leven te werken aan de bewustmaking rond het probleem van geweld tegen vrouwen;
- rondreizende tentoonstellingen te bevorderen in culturele plaatsen, scholen, administraties en drukke gebieden; bewustmakingscampagnes die intimidatie en gendergerelateerd geweld definiëren en veroordelen;
- een noodnummer ter beschikking te stellen van de burgers in geval van geweld op vrouwen en om dit nummer te verspreiden via een brochure en via de website.

Artikel 2 :

- Vraagt het Politiecollege om een concreet en meetbaar actieplan uit te werken, voor de toepassing van het verdrag van Istanbul in onze politiezone.

Artikel 3 :

- Vraagt alle bevoegde bestuursniveaus om vooruitgang te boeken bij de uitvoering van het Verdrag van Istanbul;
- Roept het federale parlement op om snel een ambitieus juridisch arsenaal te voorzien om geweld tegen vrouwen te bestrijden en feminicide in het strafrechtboek te erkennen;
- Verzoekt de federale regering om te zorgen voor de duurzaamheid en uitbreiding van de middelen van de multidisciplinaire centra voor vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld, teneinde te beantwoorden aan de noden;
- Verzoekt de federale regering om mechanismen uit te werken voor bescherming, ondersteuning en herstel voor de slachtoffers, alsook preventiemaatregelen.

De Gemeenteraad verzoekt het College van Burgemeesters en Schepenen deze motie door te zenden naar het Federaal Parlement, het Gewestelijk Parlement van Brussel, het Vlaams Parlement, het Parlement van de Federatie Wallonië-Brussel, de Eerste Minister, de Minister van Justitie, de Minister-President van Brussel, de Brusselse Staatssecretaris voor Gelijke Kansen, de Minister-President van de Federatie Wallonië- Brussel, de Minister van Vrouwenrechten, het College en de Raad van de politie van de Politiezone Brussel-Noord.



25 stemmers : 25 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De w.d. Gemeentesecretaris,
(g) Marie-Rose Laevers

De Voorzitter,
(g) Ahmed Medhoune

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Joost-ten-Node, 28 januari 2020.

In opdracht :
De Gemeentesecretaris,

Patrick Neve



Het College van
Burgemeester en Schepenen,
De afgevaardigde Schepenen,

Mohammed Jabour